



Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale Séance plénière du 19 juin 2024

Déclaration liminaire de la CGT Face à l'extrême droite, le front populaire !

La CGT ouvrait la séance plénière du 28 février 2023 avec une déclaration liminaire qui soulignait combien sont immenses et entières les responsabilités du Président, du gouvernement, de sa minorité parlementaire et du grand patronat dans l'état de tension du pays. Nous luttons à ce moment-là contre une énième réforme des retraites qui visait un allongement de carrière de 2 ans supplémentaires.

À travers ces luttes contre le projet de réforme, tous exprimaient également un ras bol de la vie chère, des bas salaires, du mal-être au travail, du recul des services publics.

La réforme sur les retraites, passée par un 49-3 ; la loi de transformation d'août 2019, supprimant les CHSCT, les conseils de recours, les prérogatives de la CAP, imposant les 1607h ; la future loi GUERINI visant un acte 2 de réforme de la Fonction publique, stigmatisant au passage les fonctionnaires en agitant le chiffon rouge du licenciement pour insuffisance professionnelle ou encore la non-augmentation conséquente du point d'indice ; Le non-versement de la prime pouvoir d'achat à l'ensemble des agents de la FPT ; autant de sujets qui contribuent fortement à matérialiser le désespoir par un vote d'extrême droite.

L'abstention et l'extrême droite ont atteint un record sans précédent lors des élections européennes de ce 9 juin. Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe, mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé et progressent le plus.

C'est avec une immense colère que la CGT accueille ces résultats alors qu'elle alerte, en vain, depuis des années.

Emmanuel Macron et son gouvernement en portent la première responsabilité.

Le Président de la République n'a cessé de banaliser le Rassemblement national, en reprenant ses thèses et mène avec le patronat, une politique sociale violente qui accrédite l'idée que la seule alternative serait l'extrême droite.

La Fonction publique a un impérieux besoin de changement radical de politique. Il convient d'en finir avec la politique budgétaire défendue par Bruno LEMAIRE.

20 milliards d'économies annoncés, 20 milliards de moins pour nos services publics, pour l'éducation, pour la santé et pour la protection sociale.

Ce sont bel et bien les travailleuses et les travailleurs, les retraité·es et les privé·es d'emploi qui vont trinquer alors que le grand patronat lui, ne s'est jamais aussi bien porté. Rendons-nous compte, les entreprises du CAC40 ont versé 97,1 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires cette année ! Ce chiffre est à comparer aux 180 milliards d'aides publiques aux entreprises, ce qui tend à démontrer que ces aides passent directement des caisses de l'État aux poches des actionnaires.

C'est l'équivalent de plus d'un mois de salaire pour les 27 millions de salariés.e.s français ! En 20 ans, les dividendes ont été multipliés par 4,5 ! En 3 ans, les rémunérations des PDG du CAC 40 ont augmenté de 27 %. Selon un rapport d'Oxfam, en 2022, ils gagnaient 130 fois plus que leurs salariés, contre 111 fois en 2019.

Ajoutés aux 80 milliards d'Euros d'exonérations de cotisations sociales, nous avons là quelques exemples d'éléments factuels qui démontrent que le financement des revendications et propositions du monde du travail sont bel et bien possibles.

Forte de son histoire, la CGT prend toutes ses responsabilités pour empêcher qu'à nouveau les travailleuses et les travailleurs ne soient enfermés dans une fausse alternative entre l'extrême droite et le néolibéralisme, dont les forces de l'argent seraient les plus grandes gagnantes.

Les résultats du 9 juin le démontrent. Sans sursaut immédiat, l'extrême droite arrivera au pouvoir.

Notre République et notre démocratie sont en danger. Pour empêcher la catastrophe organisée par Emmanuel Macron et Marine Le Pen d'advenir, pour battre l'extrême droite, le monde du travail a besoin d'espoir et de perspectives en rupture avec la politique d'Emmanuel Macron.

Il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale, avec des propositions fortes pour augmenter les salaires et les pensions, défendre notre industrie et nos services publics et gagner le droit à la retraite à 60 ans.

Le gouvernement doit immédiatement renoncer à sa réforme de l'assurance chômage et à toutes les contre-réformes en cours, notamment la réforme de la Fonction publique; à l'instar de ce qui nous est proposé aujourd'hui en deuxième lecture concernant les textes sur les secrétaires de mairie, prémices de cette réforme contre-productive pour les services publics qu'il convient d'abandonner.

La CGT conformément à l'avis défavorable et unanime du collège des représentants du personnel demande l'ajournement et le retrait de ces textes, car même si ceux-ci ont pu être modifiés à la marge, ils restent très nettement insuffisants vis-à-vis des attentes des personnels.

En conséquence, la CGT maintiendra son vote initial si ces textes sont soumis une seconde fois à l'avis du CSFPT.

La CGT appelle le monde du travail à se syndiquer, à s'organiser, à participer à toutes les initiatives de mobilisation contre l'extrême droite et contre la politique d'Emmanuel Macron et renouvelle son appel à tout-e-s les travailleuses et travailleurs à prendre d'ores et déjà leurs dispositions pour pouvoir voter les 30 juin et 7 juillet prochains.

La CGT loin de donner un blanc-seing saura à l'issue des élections législatives, quel que soit le résultat, faire entendre les revendications du monde du travail pour gagner la modernisation d'un nouvel ordre social, plus juste et plus solidaire.